

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =
Rivista storica svizzera

Band: 18 (1968)

Heft: 1

Buchbesprechung: Histoire de la maison Rothschild. Tome II (1848-1870) [Bertrand
Gille]

Autor: Lasserre, A.

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ces deux ouvrages se ressemblent aussi par la prudence de leur marche. Fondés sur des méthodes quantitatives, ils ne se laissent pas envoûter par la magie des chiffres et ne cachent pas les faiblesses de certaines déductions ni la part d'incertitude et d'ambiguïté qui subsiste. C'est particulièrement sensible chez Tudesq où l'abondance des restrictions fait parfois oublier le thème général ou l'hypothèse de départ. L'autre ouvrage paraît mieux ordonné, plus clair, les conclusions se dégageant mieux du faisceau des données. Il est vrai que les travaux du premier avaient bien débroussaillé le chemin de ses successeurs qui, travaillant en équipe, pouvaient aussi se payer le luxe de dénombrements plus subtils et plus longs à établir.

Lausanne

André Lasserre

BERTRAND GILLE, *Histoire de la maison Rothschild*. Tome II (1848—1870).
Genève, Librairie Droz, 1967. In-8°, 619 p.

La période de 1848 à 1870 a offert des possibilités immenses aux investisseurs grâce au développement foudroyant des chemins de fer, à l'extension de la grande industrie, à la découverte des mines d'or américaines. Mais de grands banquiers comme les Rothschild, dont B. Gilles poursuit ici la carrière (voir à la p. 439 de la *Revue*, année 1966 le compte-rendu du premier volume) n'en profitèrent pas toujours et surtout rencontrèrent des difficultés dues à une concurrence infiniment plus âpre qu'autrefois. Au centre de l'étude, nous trouvons en effet James de Rothschild, directeur du siège de Paris, et bientôt seul et autoritaire survivant de sa génération (il meurt en 1868) qui s'adapte avec une certaine peine aux conditions nouvelles de l'économie et des emprunts publics; il doit lutter d'autre part avec des établissements autrement dynamiques et conduits par des hommes plus richement doués d'imagination, tel le Crédit Mobilier animé par les frères Péreire.

A dire le vrai, on peut difficilement décrire le système économique de James qui n'a rien d'un théoricien; mais au travers de toute son activité transparaît la méfiance envers la nouveauté; méfiance d'un homme qui s'efforce de conserver une fortune colossale (en 1863, un demi milliard de Fr. possédés par l'ensemble de la famille, soit 5,5 fois le capital de 1830) et a tendance à ne pas s'engager imprudemment ou même à se dégager d'affaires trop dispersées. La banque ne se retire certes pas de la vie économique: on la trouve toujours au premier plan dans les grands emprunts publics ou dans les sociétés de chemins de fer; mais il semble bien que c'est parfois malgré elle qu'elle s'y lance, pour empêcher les Péreire de réussir. Dès la gestation de leur entreprise, en 1852, James s'oppose à cette ambitieuse société qui vise, d'après lui, à établir un monopole du crédit national et même international et à pousser aux fusions industrielles. Les emprunts obligataires doivent lui fournir les moyens nécessaires, méthode inutile et

dangereuse, le système actuel du crédit fondé sur les banques familiales et leurs réseaux de correspondants suffisant parfaitement aux besoins. On sent évidemment ici derrière les considérations théoriques la crainte d'une concurrence redoutable que les Rothschild vont s'efforcer d'écraser. Non sans succès: le gouvernement limitera l'essor du Crédit Mobilier en lui interdisant en 1855 d'émettre des obligations. Et surtout, à contrecœur, James va susciter des institutions rivales à l'étranger, fondées sur le même principe de réunion de capitaux: la banque de Darmstadt (1854), la banque internationale de Luxembourg (1856), etc. La lutte est parfois féroce, comme à Vienne, Turin ou Madrid. James s'adapte bon gré mal gré aux conditions nouvelles pour ne pas rester sur la touche. Si, en Belgique par ex. ou à Naples, les Péreire ne tentent rien ou sont évincés, les Rothschild n'abandonnent pas leur principe de banque familiale. Plus chère à leurs habitudes apparaît la Réunion financière, syndicat de banques privées qui a des assises infiniment plus solides et plus vastes que le Crédit Mobilier et qui laisse à ses membres une très large autonomie de décision. Rien n'y est obligatoire, mais on peut s'y partager les bonnes affaires, et il y en a avec des hommes comme le dynamique Talabot ou avec Bartholony. Pour finir les Péreire, trop imaginatifs et en avance sur leur temps feront la culbute. Les Rothschild ne resteront pas les seuls maîtres de l'économie du reste, car au cours des années, nombre d'autres établissements familiaux et surtout anonymes s'étaient multipliés en France et ailleurs. James ne s'y opposera pas, réservant toute sa hargne aux Péreire. Cette lutte, l'auteur la décrit malheureusement avec une certaine obscurité: il commence par citer les critiques de James, continue en exposant le plan des Péreire, assorti de nouvelles critiques des Rothschild et finit par expliquer les nouvelles conditions économiques dans lesquelles se déroulera le combat. On aurait aussi aimé plus de précisions sur la fin du Crédit Mobilier qui disparaît peu à peu de la scène sans faire de vraie sortie.

Cette guerre, l'auteur la raconte sur trois plans: le développement des établissements de crédit dans les différents pays d'Europe, les chemins de fer et les emprunts publics. L'exposé s'ordonne en fonction de l'évolution économique reprenant chaque fois les trois thèmes, en tranches chronologiques marquées par les récessions et l'essor: les crises de 1857—1859, l'expansion de 1860 à 1864, etc. A cause de cette répartition de la matière, il est peut-être plus difficile de suivre de bout en bout l'histoire du financement d'une ligne ou d'une société quelconque, d'autant plus que les affaires sont nombreuses et variées, mais la politique financière des Rothschild durant les aléas de l'économie ressort plus clairement. Pour les chemins de fer, il s'agit de coordonner et d'étendre un réseau fait de pièces et de morceaux qui s'appuie sur le Nord et le PLM, sans parler des lignes autrichiennes, piémontaises ou suisses (arrivant en Suisse orientale, les Rothschild sont favorables au Lukmanier et opposés au Gothard). Souvent des luttes acharnées se produisent pour des tronçons ou des concessions dérisoires, tels le Saint-

Rambert-Grenoble ou le Grand Central, mais qui coupent en deux des réseaux ou accaparent des raccourcis. Dans les années 60, les grandes affaires ferroviaires s'achèvent en France ou en Belgique et les Rothschild se dégagent ou n'exercent plus qu'un contrôle lointain. Dans les pays neufs en revanche, de la Russie au Brésil, il y a encore de beaux terrains de chasse !

Quant au crédit public, une évolution parallèle se produit : les pays développés se passent toujours mieux d'émissions souscrites par les banques et empruntent directement au public, les établissements de crédit ne faisant plus que les intermédiaires, selon la formule actuelle. En revanche les opérations à court terme, les services temporaires à l'Etat continuent à se faire par les banques. Des pays comme le Piémont, l'Autriche, la Belgique même ont encore besoin de prises en charge d'emprunts par les institutions spécialisées. Sans être les seuls, les Rothschild jouent alors un rôle de premier plan, souvent contre les Péreire. Cette importante activité fournit à B. Gille quelques-unes de ses pages les plus intéressantes : si dans les affaires ferroviaires, on a une vue souvent trop unilatérale des choses (en Suisse par ex.), ce n'est pas le cas pour le crédit public où le substrat politique apparaît au premier plan. L'unification italienne, la politique conjoncturelle des Etats, l'affaire du Mexique, voilà quelques opérations qu'il est fort instructif de voir du côté des coulisses.

Les entreprises commerciales apportent aussi des ressources substantielles, malheureusement peu connues, faute de documents, en dehors de quelques renseignements sur le trafic du coton, du cuivre ou de l'or. L'industrie en revanche n'attire guère les Rothschild, à la différence des Péreire, résolument orientés vers l'avenir.

L'auteur a multiplié les recherches et nous offre un admirable échantillonnage d'archives publiques et privées qui s'échelonnent entre la Tunisie et la Finlande. Le fonds le plus riche reste les papiers du siège de Paris et secondairement de Naples. Cela permet de multiplier les longues et intéressantes citations de correspondance. Cela oblige en revanche à porter une attention excessive sur Paris, alors que la banque de Londres, plus autonome que d'autres sièges, a suivi une politique qui mériterait de plus amples études. N'en faisons pas grief à B. Gilles qui a exploité les sources existantes ! (Un reproche plus grave, c'est d'avoir laissé passer un nombre invraisemblable de fautes d'impression qui déparent un texte bien édité au demeurant.) A tout voir au travers des papiers Rothschild, l'auteur n'a pas toujours évité l'obscurité : trop allusif, il ne facilite pas toujours la compréhension. Développer en détail chacune des affaires multiples où se lancent les Rothschild eût évidemment exigé des volumes entiers (pour les chemins de fer en Suisse, par ex. l'exposé est volontairement réduit à un minimum) et l'auteur a dû se contenter de s'attarder au détail de quelques grandes opérations pour ne donner dans les petites que des renseignements partiels, infiniment précieux du reste à qui voudrait étudier à fond le sujet ainsi approché.

Lausanne

A. Lasserre